

gislative de cette Province, et les actes de vandalisme dont Montréal a été le théâtre, ces jours derniers. Nous croyons que sous des circonstances et un état de choses aussi déplorable il est de notre devoir de nous rallier autour des autorités constituées, et de témoigner à Votre Excellence, tant personnellement qu'en Votre autorité de Représentant très-aimé de Notre Auguste Souverain, combien nous regrettons que Votre Excellence ait été si indignement outragée dans l'exercice même des hautes fonctions qu'Elle a bien voulu lui confier. Nous croyons ainsi devoir exprimer à Votre Excellence l'entière confiance que les habitants de cette Ville, comme ceux de la Province en général, ont dans l'administration de Votre Excellence, ainsi que dans les Ministres que Votre Excellence a choisis pour l'aider dans l'administration des affaires de cette Province, et nous espérons que Votre Excellence trouvera dans la loyauté, l'amour de l'ordre, l'estime et le respect pour la personne de Votre Excellence, de l'immense majorité des habitants du pays, une ample compensation pour les déplorables et scandaleux événements de Montréal.

(Signé.) H. D. Hughes, Greffier de la Paix  
D. E. Desilets, et 688 autres.

RÉPONSE.

Aux Habitants de la Ville des Trois-Rivières.

Messieurs, Les sentiments de bienveillance et de loyauté envers Notre très-aimée Souveraine, que les habitants de la Ville des Trois-Rivières témoignent dans leur adresse, me donnent la plus vive satisfaction. Je déplore sincèrement les scènes de violence dont la Cité de Montréal a été dernièrement le théâtre. J'ai une confiance entière dans le dévouement de tous les amis de l'ordre, et je désire voir régner entre les citoyens de toutes les classes l'amour et la paix.

DISTRICT DE NEWCASTLE.

A Son Excellence le Très-Honorable JAMES, COMTE D'ELGIN ET KINCARDINE, etc., etc., etc.

Qu'il plaise à Votre Excellence :

Nous, fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, Habitants du Village de Trent Port, dans le District de Newcastle, et autres, avons appris, avec des sentiments de douleur et d'indignation profonde les procédés d'un rassemblement de gens tumultueux et désordonnés, qui ont malicieusement détruit l'Hôtel du Parlement et les Archives Publiques de la Province. Dans un pareil moment d'agitation, nous croyons nous devoir à nous mêmes de donner à Votre Excellence l'assurance de notre loyauté et de notre attachement dévoués envers la personne et le Gouvernement de Notre bien-aimée Souveraine et de notre désir sincère de conserver la connexion avec la Grande-Bretagne. Nous prenons en outre la liberté d'exprimer à Votre Excellence le sentiment profond de la justice et de l'impartialité qui uniformément caractérisent le Gouvernement Constitutionnel de Votre Excellence, et de notre confiance non diminuée dans les aveux constitutionnels de Votre Excellence.

(Signé) H. Haws, George W. Reeves, et 101 autres.

RÉPONSE.

Aux Habitants de Trent Port dans le District de Newcastle.

Messieurs, — C'est avec un plaisir sincère que je reçois l'Adresse dans laquelle les Habitants de Trent Port, dans le District de Newcastle, renouvellent, dans ce temps d'agitation, l'assurance de leur loyauté et de leur attachement dévoués envers la personne et le gouvernement de Notre bien-aimée Souveraine, et de leur désir sincère de conserver la connexion avec la Grande-Bretagne. Il m'est agréable de voir que la grande masse du peuple intelligent du Canada approuve la marche de justice et d'impartialité que j'ai suivie jusqu'à présent, et dans laquelle j'ai, avec la grâce de Dieu, la ferme intention de persévérer.

(Signé) ELGIN ET KINCARDINE.

MELANGES RELIGIEUX

MONTREAL 11 MAI 1849.

REVUE POLITIQUE.

Nous voyons avec plaisir que le district de Québec continue à faire des démonstrations bien significatives en faveur de Lord Elgin et de son gouvernement. Il se dit prêt à soutenir les autorités établies et à montrer aux loyaux si le pays doit être sous leur contrôle despotique. Le district de Montréal et les autres districts du Bas-Canada en font autant, et prouvent encore une fois que le peuple n'entend pas encourager l'anarchie ni la politique de MM. les Tories. Nous ne parlons pas du Haut-Canada; les extraits de journaux que nous avons donnés et que nous continuons à donner montrent suffisamment que le peuple y est dans les mêmes dispositions que celui du Bas-Canada. D'ailleurs, les assemblées s'y tiennent de toutes parts, pour montrer le désir des populations de voir Lord Elgin continuer à administrer le gouvernement du pays, d'après les principes d'équité et de justice qui l'ont dirigé jusqu'ici. Les nouvelles sont donc des plus favorables pour le parti libéral et des plus accablantes pour les Tories, dont le ton a quelque peu changé depuis huit jours. Néanmoins comme il est quelques individus qui ont tout à gagner et rien à perdre dans une commotion politique, on les entend exciter les populations à se préparer à la lutte et à faire tout en elles pour établir parmi nous la suprématie des Anglo-Saxons. Ces évergumènes ne sont autres que MM. les Tories, les loyaux qui viennent de dévaster ou de faire dévaster notre ville, et d'attenter à la majesté des lois, à la majesté de la représentation nationale, à la majesté de notre très-gracieuse Souveraine.

Cette conduite atroce des loyaux a déjà soulevé l'indignation de tout le pays; nous ne doutons pas que les nouvelles tentatives anarchiques ne soient bien propres à augmenter, s'il est possible, cette indignation et cette horreur, surtout lorsque l'on apprendra par tout le pays quels sont à Montréal les résultats pitoyables de ces appels à la violence; et de l'enseignement anarchique et

infernal que l'on ne craint pas de donner à la pire portion de notre population.

Mercredi soir, en effet, vers 10 heures, les cloches de plusieurs maisons de pompes se sont mises à sonner le tocsin, et à jeter l'alarme dans notre population. Nous nous sommes hâtés de mettre la tête à une fenêtre pour savoir où s'était déclaré le prétendu incendie. Mais il ne se faisait entendre aucun cri; il n'y avait que les cloches qui tintaient. Or, comme nous commençons à nous accoutumer aux ruses et artifices de MM. les Tories, nous nous sommes dit qu'est encore le signal de quelque émeute ou au moins de quelque assemblée secrète. Nous ne nous étions pas trompés.

Bientôt les brigands et les émeutiers, qui précédemment ont incendié le parlement et ont commis cinquante autres outrages plus ou moins graves depuis 15 jours, s'étaient réunis dans leurs divers quartiers, et au bout de trois quarts d'heure ou une heure, ils étaient en marche pour renouveler leurs excès.

Ils se rendirent donc à l'Hôtel Têtu, sur la grande Rue St. Jacques, pour attaquer l'hôtel et le saccager. Leur raison pour agir ainsi, c'est qu'il s'y donnait un dîner à la députation réformiste venue de Toronto.

Les émeutiers assaillirent la maison à coups de pierres et autres projectiles, brisèrent les fenêtres et causèrent assez de dégâts à l'intérieur. Les personnes ainsi assaillies étaient en danger pour leur vie, et avaient à se défendre contre des brigands nocturnes, qui venaient pour piller, saccager, etc., etc. Elles saisirent de suite des armes à feu qui se trouvaient dans la maison et firent feu contre les assaillants. Deux à trois individus furent ainsi blessés, un nommé Miller, entre autres, assez grièvement. Durant ce temps les dragons, etc., arrivèrent; l'acte des émeutiers fut lu et les turbulents s'enfuirent de tous côtés.

Le Herald d'hier matin semble trouver fort extraordinaire que les assiégés aient tiré sans en avoir préalablement les misérables qui viennent ainsi à attaquer à leur domicile. Pour notre part, tout en déplorant l'effusion du sang et regrettant les émeutes et tous les troubles, nous ne pourrions jamais blâmer nos concitoyens de se protéger constitutionnellement, et de se défendre contre les attaques des malfaiteurs, qu'ils soient!! Ces malfaiteurs nocturnes sont très-souvent les hommes les moins braves qu'on puisse trouver, et peut-être qu'une leçon, comme celle qu'ils ont reçue mercredi, sera propre à les engager à y penser à deux fois avant de se porter de nouveau à de semblables outrages et attentats.

Depuis que nous avons écrit l'article qui précède, nous avons reçu le Morning Courier, qui prétend que l'on a tiré de l'hôtel Têtu des coups de pistolets, avant qu'il n'ait été jeté une seule pierre. Mais cet avis est contredit par le témoignage général. Tout le monde s'accorde à dire que l'hôtel a été attaqué, que les fenêtres en ont été brisées, que l'on a tenté d'en briser les portes, et que c'est alors que les coups de feu se sont fait entendre. On va même jusqu'à dire que les assaillants ont tiré aussi plusieurs coups de pistolets, avant que les assiégés aient riposté. La Minerve d'hier soir est de ce dernier avis.

Le Herald de ce matin a un excellent article contre l'émeute de mercredi soir. Notre confrère, après avoir examiné les choses de près, comprend que les assiégés étaient à leurs corps défendants, et il censure fortement les forenés qui ont encore troublé la paix ce soir-là. Nous aimerions à toujours voir le Herald suivre une pareille marche, c'est celle qui lui convient. Chaque fois qu'il veut considérer les choses froidement, il ne se trompe pas; puisse-t-il persévérer.

NOUVELLES D'EUROPE.

Dans le Panjab, la nouvelle de la victoire de Lord Gough sur les Sikhs est confirmée. Les Anglais ont pris presque toutes les pièces d'artillerie de l'ennemi, qui néanmoins s'était rallié et était campé à 21 milles du Jhelum. On se demandait si l'Angleterre allait annexer le Panjab à ses possessions; on le croit. — En Chine, les affaires commerciales vont bien; le différend entre l'Angleterre et le céleste empire paraissait devoir se terminer à Pamiaba.

Le mois d'avril a été très froid en Angleterre; on craignait que tous les fruits n'y fussent détruits. — Le bill pour la modification des lois de navigation était certain de passer dans la chambre basse; on craignait qu'il n'en fût pas de même chez les lords. — L'Angleterre ne désapprouve pas l'intervention française à Rome. — On parle d'un traité de commerce qui serait conclu entre la France et l'Angleterre, libre de droits l'eau de vie, le vin et les fruits de la France, et en France aussi libres de droits, le charbon, le fer et le coton filé [twist] de l'Angleterre. — En Irlande, M. Duffy n'a pu être trouvé coupable; il a été mis en liberté sous caution. — Relativement à l'expédition française à Rome, il avertit que c'est le général Oudinot qui la commande; elle consiste de 14,000 hommes; l'Assemblée nationale a voté à cet effet 1,200,000 francs. Le gouvernement français a déclaré à l'Assemblée qu'il entend obtenir pour les Etats Pontificaux un gouvernement libre et libéral. — Le choléra sévissait à Paris, où, sur 1,762 cas, il y avait eu 1,032 décès.

Un Français du nom de Richmond cite en ce moment devant les tribunaux français la Duchesse d'Angoulême, afin qu'elle déclare qu'il est fils de Louis XVI et de Marie Antoinette. — M. Duchesne, Editeur du journal le Peuple, a été condamné comme l'on sait à 5 années d'emprisonnement pour libelle. Comme toutes les avenues de la cour étaient gardées, son avocat lui a prêté son chapeau et sa robe, et M. Duchesne a pu ainsi se rendre en Belgique.

En Allemagne, on croyait généralement que le Roi de Prusse finirait par accepter la couronne impériale d'Allemagne; on continuait à croire que cette acceptation serait le signal d'une guerre entre la Prusse et l'Autriche.

En Italie, Gènes a cessé d'être au pouvoir des Républicains. La Toscane a rappelé son grand-Duc, et l'insubpateur républicain a été mis au cachot. En Sicile, la ville de Catane a succombé sous les coups des Napolitains aidés d'un corps de Suisses. Un grand nombre des habitants ont été tués, bien qu'ils se soient défendus en braves pendant trente-six heures et n'ont cédé le terrain que pied à pied. Les Napolitains ont saccagé et brûlé la ville; ils y ont commis tous les excès possibles; sans respect pour l'âge ou le sexe. A cette nouvelle, Syracuse s'est soumise. Restait Palerme, qui

est une cité très forte. On s'attendait à y rencontrer une résistance désespérée.

Les Hongrois continuent à avoir des succès contre l'Autriche. On s'attendait à quelque chose de décisif sous les murs de Camorn, ville très bien fortifiée, et au pouvoir des Hongrois. Des nouvelles plus récentes annoncent la prise de Writzen par les Hongrois qui en ont chassé Windisehgratz.

La guerre continuait dans le Schleswig; néanmoins le Danemark paraissait vouloir cesser les hostilités, et attendre un moment plus favorable, les schleswigiens étant aidés par les Prussiens, etc.

OPINION DE LA PRESSE.

(De la Gazette de Québec, Bas-Canada.)

Si jamais on veut lever l'étendard exclusif du Saxon, alors tous les Canadiens-Français oublieront leurs dissensions intestines, et s'uniront pour résister à toute attaque contre leur existence et leurs libertés comme peuple. Ils forment un corps nombreux, et bien que 33 ans de paix aient beaucoup fait pour les rendre impropres au service militaire, néanmoins l'esprit de leurs ancêtres n'est pas encore éteint. Ils ont encore assez de force et de courage pour rendre le combat désespéré et douteux. Ils retrouveront bientôt cette première vigueur, qui les rendit capables de conserver leurs premiers établissements en Canada, en dépit des plus redoutables tribus de sauvages, et qui, dans des temps bien rapprochés, en fit des alliés très importants pour les Anglais dans leurs guerres contre les Etats-Unis.

(Du Canada de Québec.)

Nous regrettons de voir que suivant l'ordre venu d'en haut ("organize, organize, organize"), il "s'organise" à Québec une "branche" ou succursale de la "Ligue" soi-disant "Britanno-Américaine", dont le but, mal déguisé dans la manifeste antiquaire de l'association-mère établie à Montréal sous la présidence de l'honorable Moffatt, a été complètement et prématurément dévoilé par le zèle indiscret du journal de M. Gowan et les résolutions de la "branche" de Brockville. Il est évident que nous avons parmi nous quelques bouffeux, ou émissaires ou émules de ceux de Montréal, qui tâchent de souiller et attiser la discordance et faire éclater la "guerre de races" dans notre paisible cité. Les recruteurs pour la Ligue de Montréal à Québec ne peuvent ignorer que s'ils "organisent" une classe de la population dans un but hostile à l'autre, celle-ci devra "s'organiser" de son côté pour sa propre défense. Ils répondront des conséquences déplorables qui pourraient en résulter.

(Du même journal.)

L'attitude imposante du Haut-Canada est bien propre à rassurer les amis de la paix et de l'ordre. Bien loin d'être tous soulevés et prêts à marcher sur Montréal pour soutenir les émeutiers et les incendiaires, comme on le faisait dire par le télégraphe et les journaux du parti, la population du Haut-Canada proteste avec calme et dignité contre ces atrocités dont on voudrait la rendre complice.

(Du Packet de Bytown, Haut-Canada.)

Tout homme à occasion de remplir consciencieusement son devoir envers son pays sans outrage les lois de Dieu et des hommes en introduisant le Règne de la terreur et la violence d'une émeute, quand il a sous sa main d'autres moyens effectifs de succès. Considérons la question comme des hommes d'intelligence et non comme de vils brigands.... Lorsqu'une réflexion sérieuse a remplacé l'excitation, les chefs des Tories ont trouvé nécessaire de condamner la violence de leurs partisans. Néanmoins, sur ce parti-à doit se trouver une tâche éternelle; car la douce violence des hommes haut-placés n'a été que trop bien copiée par l'émeute et de là les actes si dégradants commis par les goths dont ont honte ceux-mêmes qui leur en ont donné le signal.... Que les Tories parlent comme des hommes. S'ils veulent se rebeller, qu'ils le disent ouvertement. S'ils veulent une guerre de races et de religions, qu'ils le disent encore. S'ils veulent établir une république, qu'ils ne craignent pas de l'avouer. L'honnêteté est la meilleure politique.

(Autre extrait du Packet de Bytown.)

La Ligue est une méprisable affaire. Nous avons vu une adresse émanant de hauts lieux; mais nous ne pouvons en comprendre le dessein ou deviner l'intention de ses auteurs. Le tory de mee critique, Sir Allan MacNab, est le chef des Anglo-Saxons, et nous supposons qu'il médite une coalition, par le moyen de la Ligue, avec les sympathiseurs de la frontière; mais nous croyons qu'il n'est pas l'homme propre à cela, nous croyons que la Ligue est un Humbug!

(Du Courrier des E. U. New-York.)

Tout en applaudissant au retour du calme à Montréal, nous sommes bien loin encore de chanter, avec les dépêches télégraphiques qui nous arrivent, le rétablissement de la concorde et de la paix au Canada. L'espèce d'éclaircie qui se produit sur ce ciel orageux, n'annonce point que la tempête soit passée; c'est une trêve et rien de plus. S'il en fallait une preuve matérielle nous la trouverions dans le langage même des proclamations auxquelles est due cette tranquillité passagère. Partout, nous voyons qu'on invite le peuple à "attendre", nulle part à déposer ses armes et sa rançonne; bien au contraire, on parle de s'organiser pour être prêt à tout événement, lorsque viendra la réponse du gouvernement métropolitain. Il est impossible de s'exprimer en termes plus transparents, et ce serait s'aventurer étrangement que de vouloir y lire la moindre idée de soumission. Plutôt nourrir-on y voit une menace ouverte jetée à l'Angleterre, pour le cas où elle repousserait la double exigence formulée en termes si impérieux, dans les pétitions que l'Europe aura sans doute emportées.

(EXTRAIT D'UNE LETTRE DE WILLIAM LYON MCKENZIE.)  
"Les Tories du Canada ont étourdi les deux continents par leurs hautes professions de loyauté exclusive; ils ont de sang froid fusillé leurs prisonniers comme rebelles; ils ont affecté de mépriser les Etats-Unis; ils ont tout fait pour exciter à la rage plus d'un digne réformiste, après quoi ils l'ont traîné au cachot ou au gibet ou à l'exil ou à la déportation.... Aujourd'hui, presque chaque presse à leur solde prêche hautement l'annexion ou, en d'autres termes, professe d'agiter les colonies en faveur de la marche rebelle adoptée par beaucoup de ceux qu'ils ont pendus à des gibets!"

PARLEMENT PROVINCIAL.

Mardi, 8 mai 1849.

A une interpellation, l'hon. M. Baldwin a répondu que l'intention du gouvernement était de faire passer le bill de l'université durant cette session.

Mercredi, 9 mai 1849.

Sir Allan MacNab demande par quelle autorité le parlement est gardé par un piquet de soldats. — L'hon. M. Morin (orateur) répond que c'est à sa demande. — Sir Allan croit que l'orateur n'a pas cette autorité. — L'hon. M. Hincks dit que la chambre soutiendra l'orateur, et l'hon. M. Baldwin croit que l'hon. M. Morin a très bien fait. Et le sujet en est resté là.

Jeudi, 10 Mai 1849.

Après un grand nombre d'affaires de routine, Sir Allan MacNab consent à remettre à plus tard sa motion pour l'introduction d'un bill à l'effet de mettre à la charge de l'indemnité pour les pertes de 1837 et 1838 la perte soufferte par la destruction de la maison du Parlement le 25 avril dernier. — M. Boulton de Toronto a aussi remis à lundi ses résolutions sur l'Union des deux Provinces et l'état du pays en général. — M. Cauchon a introduit un bill pour séparer certains townships de la Municipalité de Mégantic pour les fins de l'enregistrement; la seconde lecture pour lundi.

Sir Allan MacNab a ensuite fait motion qu'il soit présenté une adresse à S. E. le gouverneur général, demandant copie de toutes correspondances entre le gouvernement impérial et le gouvernement colonial au sujet du paiement des pertes de la rébellion dans le Bas-Canada.

L'honorable chevalier était secondé par l'honorable membre pour Simcoe (Robinson); il croyait que la production de cette correspondance tendrait à diminuer de beaucoup l'excitation du moment, et il regardait la mesure comme si juste et si convenable, qu'il ne croyait pas que le ministère pût la refuser. En sorte qu'il n'en dit pas d'avantage et proposait sa motion.

L'hon. M. Baldwin devait répéter ce qu'il avait déjà dit durant la session. Il croyait qu'il ne convenait pas de produire une correspondance sur un sujet dont il n'avait pas encore disposé. (Nous avons compris que l'hon. membre disait aussi que la correspondance entre les deux gouvernements n'était pas encore close.) Il n'était donc pas prêt ni disposé à accéder à la demande de l'hon. chevalier, et il pria l'honorable membre de retirer sa motion.

L'hon. M. Sherwood pensait que l'affaire était terminée, puisque le bill avait passé dans les deux chambres et avait reçu la sanction royale. Il était sous l'impression que si le peuple du pays voyait que le gouverneur a reçu des instructions, portant qu'il devait sanctionner le bill d'indemnité, l'excitation diminuerait de beaucoup! On verrait de plus qu'il a été commis une injustice flagrante envers S. E. Lord Elgin. Il devait ajouter que pour sa part il ne doutait pas que le but de son honorable ami, le membre pour Hamilton, ne fût de diminuer l'affection et l'excitation qui régnaient dans le pays, par la production de la correspondance demandée. Ce serait aussi un moyen de faire peser le blâme sur les épaules qui doivent le porter. Il ne pensait pas que ce fût la voie la plus locale, mais un su et qui intéressait et regardait tout le Empire britannique!!

L'honorable M. Merritt croyait qu'il était maintenant certain que les honorables membres de l'autre côté ne comprennent pas bien encore le fonctionnement du gouvernement responsable; autrement, ils ne diraient pas les paroles qu'il venait d'entendre. Il répétait donc ce qu'il avait déjà dit; que toute la responsabilité devait peser sur les ministres et sur eux seuls, mais jamais sur Lord Elgin. Partant de ce principe incontestable, il ne comprenait pas les honorables membres de l'autre côté, qui voulaient retourner à l'ancien système et en appeler à tout instant à l'Angleterre. C'était une routine qui ne devait plus exister, et que par conséquent on ne devait pas essayer de faire revivre. Car un pareil appel de notre part serait une demande de nous ôter ce pourquoi nous avons si longtemps travaillé. Le tribunal convenable était dans le pays, c'était le peuple. C'était à la population à juger, c'était à elle à dire si elle soutiendra le gouverneur général et le ministère; nous devons nous en rapporter uniquement à ce tribunal-là.

L'hon. M. Boulton, de Norfolk, disait que le bill par la sanction royale était devenu loi; c'était la loi du pays. Il ne croyait pas que l'on dût produire la correspondance demandée. Il pensait que c'était au gouvernement impérial à juger si cette correspondance devait ou non être produite. Selon l'hon. membre, il y aurait de graves inconvénients à accorder la demande du Chevalier d'Hamilton. Il supposait en effet que pendant que l'hon. membre demandait la production de cette correspondance, la même demande était faite à la chambre des communes en Angleterre. Eh! bien, il se demandait dans quelle position se mettrait lord Elgin et le ministère actuel, s'il produisaient cette correspondance pendant qu'en Angleterre le gouvernement impérial la refusait. — L'hon. membre ne pouvait s'empêcher de dire qu'il était impatritique de la part des Tories d'en appeler à l'Angleterre au sujet du bill d'indemnité. C'était vouloir perdre nos libertés conquises. Il ne verrait plus de responsabilité chez nos ministres, si l'Angleterre cédait à l'appel fait par les conservateurs. Car l'Angleterre nullifierait ainsi absolument notre parlement colonial. (L'hon. membre s'étend ensuite fort au long sur les principes du gouvernement responsable et sur la position du gouverneur en Canada. Il termine par dire qu'il votera contre la motion de Sir A. MacNab.)

M. Boulton, de Toronto, parla ensuite. Il fit un long retour sur le gouvernement de Lord Metcalf auquel il prodigua des éloges à n'en plus finir. Il s'étendit fort au long sur le bill de 1843 contre les sociétés secrètes, et dit que le ministère libéral avait voulu par-là frapper les orangistes. Mais que lord Metcalf avait mis ordre à cela, en réservant le bill qui n'avait pas été sanctionné, et en causant ainsi la chute de ce ministère-là, qui, selon lui, n'avait pas la confiance du peuple, puisqu'il n'avait pu avoir après les élections une majorité en chambre. (L'hon. membre ne fit pas la plus petite allusion possible à la violence employée alors par le gouvernement contre le parti libéral.) Selon l'hon. membre, lord Elgin aurait dû suivre la même marche! (ici, l'hon. membre parle de protestants et de catholiques, d'Anglo-Saxons et de Canadiens Français, il fait pendant quelque instants des distinctions d'origines et de religions. Les représentants orient de tous côtés: Ecoutez, Ecoutez. Mais M. Boulton continue sa tirade